

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204224]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant diverses dispositions du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ainsi que du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises en matière de primes à l'investissement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes Entreprises*

Article 1^{er}. A l'article 2 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les modifications suivantes sont apportées : 1° l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Les incitants sont octroyés dans le respect de la réglementation européenne en matière d'aides d'État. »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 3, les incitants prévus par le présent décret peuvent être cumulés avec les fonds européens ou avec les financements accordés par les sociétés visées par le décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées. »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans tous les cas, le montant cumulé des incitants exprimé en équivalent-subvention brut est conforme à la réglementation européenne en matière d'aides d'État. ».

Art. 2. A l'article 3 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 6 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées : 1° au paragraphe 1^{er}, les mots « un siège d'exploitation situé » sont remplacés par les mots « une unité d'établissement, visée à l'article I.2., 16°, du Code de droit économique, située »;

2° au paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er} :

1) au 1°, les mots « ayant la qualité de commerçant ou » sont abrogés;

2) le 3° est rétabli comme suit :

« 3° soit une association sans but lucratif visée au Livre 9 du Code des sociétés et des associations :

a) qui est assujettie à la T.V.A.;

b) qui exerce une activité économique, à savoir une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné;

c) dont le financement d'origine publique ne dépasse pas cinquante pour cent en dehors des aides à l'emploi. »;

3) le 4° est abrogé;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La personne morale de droit public et l'association de communes quelle que soit sa forme juridique sont exclues du bénéfice des incitants prévus par le présent décret. La petite ou moyenne entreprise qui est qualifiée de pouvoir adjudicateur au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics est assimilée à la personne morale de droit public »;

3° au paragraphe 9 :

a) les mots « aux paragraphes 2 à 8 » sont remplacés par les mots « aux paragraphes 2 à 6 »;

b) les mots « aux articles 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « aux articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ».

Art. 3. A l'article 4, alinéa 3, du même décret, les mots « après une évaluation qu'il effectue au moins tous les trois ans, sur la base notamment des rapports remis annuellement au Conseil régional wallon », sont remplacés par les mots « sur base des éléments visés à l'article 24, ».

Art. 4. A l'article 5, § 1^{er}, 1°, du même décret, les mots « à l'augmentation de la valeur ajoutée de la production, » sont remplacés par les mots « au maintien ou ».

Art. 5. A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La prime à l'investissement est exprimée en un pourcentage du programme d'investissement admis et ne dépasse pas vingt et un pour cent. ».

Art. 6. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Par dérogation à l'article 4 et conformément à l'article 107, §§ 2, b) et 3, b) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et des mesures européennes adoptées par la Commission européenne sur cette base, le Gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, octroyer des aides à la petite ou moyenne entreprise dont l'activité économique se trouve gravement atteinte par un événement extraordinaire. ».

Art. 7. A l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette exonération peut être octroyée à la petite ou à la moyenne entreprise pour une durée de trois à cinq ans en fonction des conditions déterminées par le Gouvernement. »;

2° l'alinéa 3 est abrogé;

3° à l'alinéa 4, les mots « Les durées visées aux alinéas 2 et 3 sont calculées » sont remplacés par les mots « La durée visée à l'alinéa 2 est calculée ».

Art. 8. Dans l'article 19 du même décret, modifié par le décret du 9 février 2006, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article 19/1 rédigé comme suit :

« Art. 19/1. Les délais prévus dans le présent décret ou prévus en exécution du présent décret prennent cours le lendemain de la réception de la pièce à compter de laquelle il est prévu que le délai commence à courir.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au premier jour ouvrable suivant.

Pour le calcul des délais, l'on entend par « le jour ouvrable », tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux. ».

Art. 10. A l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 28 février 2019, les mots « ne sont pas liquidés ou » sont insérés entre les mots « par le présent décret » et les mots « sont remboursés, conformément au ».

Art. 11. A l'article 21, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2018 et par le décret du 6 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées : 1° la phrase « Le Gouvernement peut déroger à l'article 20 en maintenant les incitants : « est remplacée par la phrase « Le Gouvernement peut maintenir les incitants en dérogeant à l'article 20 : »;

2° au a), les mots « visées à l'article 16 » sont remplacés par les mots « visées à l'article 17 ».

Art. 12. A l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et les conditions » sont insérés entre les mots « détermine les modalités » et les mots « de liquidation et de »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de procédure en réorganisation judiciaire, la liquidation est suspendue le temps de la procédure. ».

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 23/1 rédigé comme suit :

« Art. 23/1. § 1^{er}. Un recours est ouvert aux entreprises concernées contre les décisions prises en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

A peine d'irrecevabilité, le recours est introduit devant le service désigné par le Gouvernement dans les trente jours ouvrables de la réception de la décision.

§ 2. L'entreprise peut, si elle en fait la demande dans le recours, être entendue par le service désigné par le Gouvernement dans les formes prévues par le Gouvernement.

Le recours contient les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée et une copie de cette décision pour autant qu'elle existe.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. ».

Art. 14. Dans le même décret, il est inséré un chapitre IV/1 intitulé « De la récolte et de la gestion des données ».

Art. 15. Dans le chapitre IV/1, inséré par l'article 14, il est inséré un article 23/2 rédigé comme suit :

« Art. 23/2. Le service désigné par le Gouvernement est responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'analyse des dossiers. ».

Art. 16. Dans le même chapitre IV/1, il est inséré un article 23/3 rédigé comme suit :

« Art. 23/3. Les catégories de données à caractère personnel susceptibles d'être traitées pour la mise en œuvre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont :

1° pour l'entreprise en personne physique, toutes les données qui se rapportent directement ou indirectement à la personne identifiée comme administratrice de l'entreprise, nécessaires pour l'octroi de l'incitant ou le contrôle du respect des conditions de l'octroi et du maintien de cet incitant;

2° les données d'identification en ce compris l'identification électronique de la personne de contact;

3° les données d'identification du mandataire de l'entreprise;

4° l'activité de l'entreprise;

5° les données qui concernent le plan d'investissement;

6° les données relatives au traitement des demandes d'aides, d'incitants, ou d'indemnités;

7° les informations financières nécessaires à la gestion des paiements, en ce compris les données obtenues pour donner suite au calcul et au paiement des aides, des incitants ou des indemnités, et à l'exclusion des renseignements relatifs à leurs dettes sauf en cas de procédure en réorganisation judiciaire telle que visée à l'article 23;

8° pour les données concernant un bien immeuble, les données cadastrales ou relatives au bien;

9° les données relatives au maintien ou à la création d'emploi;

10° les informations relatives à d'autres aides sollicitées à d'autres pouvoirs publics.

Le Gouvernement peut préciser les données visées à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 17. Dans le même chapitre IV/1, il est inséré un article 23/4 rédigé comme suit :

« Art. 23/4. Dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées, les données à caractère personnel pertinentes pour attester du respect des conditions prévues par ou en exécution du présent décret sont communiquées aux entités suivantes :

1° aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement, conformément à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementation pour le contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

2° au Commissariat général au Tourisme afin de lui permettre de vérifier qu'il n'y a pas de double subventionnement d'une même entreprise pour le même objet;

3° aux services du Gouvernement qui traitent de matières connexes ou suivent les dossiers en récupération pour leur permettre de réaliser les contrôles et vérifications nécessaires à leur mission;

4° à l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, afin de lui permettre de vérifier quels sont les investissements étrangers réalisés sur le territoire de la Région wallonne. »

Art. 18. Dans le même chapitre IV/1, il est inséré un article 23/5 rédigé comme suit :

« Art. 23/5. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la prime à l'investissement et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité, et conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, le responsable du traitement visé à l'article 23/2 conserve les données à caractère personnel visées à l'article 23/3, pour le contrôle du respect des conditions légales de subventionnement pour les données à caractère personnel relatives à une subvention, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

Le délai prévu à l'alinéa 1^{er} est prolongé à hauteur de la durée d'amortissement du bien subventionné, pour une durée maximale de trente ans, pour les subventions qui concernent des biens immobiliers.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours. ».

Art. 19. L'article 24 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Le Gouvernement informe annuellement le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique sur les incitants octroyés via une diffusion sur le portail des services du Gouvernement.

Tous les cinq ans, le Gouvernement réalise une évaluation indépendante de l'impact des incitants visés par le présent décret et la communique au Parlement wallon. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises*

Art. 20. A l'article 2 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par le décret du 3 février 2005, les modifications suivantes sont apportées : 1° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Ils sont attribués en vertu d'une décision unilatérale. Les modalités d'octroi de l'incitant font l'objet d'une convention conclue entre les parties.

Les incitants sont octroyés dans le respect des dispositions prévues à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et des plafonds fixés par la décision de la Commission européenne approuvant la carte des zones éligibles pour la Belgique et autres règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. »;

2° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 4, les incitants prévus par le présent décret peuvent être cumulés avec les aides provenant des fonds européens ou avec les incitants financiers accordés par les sociétés visées par le décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées. ».

Art. 21. A l'article 3 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 6 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées : 1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La grande entreprise qui a une unité d'établissement, visée à l'article I.2., 16°, du Code de droit économique, située dans une zone de développement en Région wallonne, qui assure le maintien ou la création de l'emploi et qui y réalise un programme d'investissement visé à l'article 5, § 1^{er}, 1°, peut bénéficier des incitants prévus par le présent décret. »;

b) à l'alinéa 2, les mots « 87, § 3, point c), du traité instituant la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « 107, § 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne »;

c) à l'alinéa 3, les mots « un siège d'exploitation situé » sont remplacés par les mots « une unité d'établissement située »;

2° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La personne morale de droit public, l'association de communes quelle que soit sa forme juridique et l'association sans but lucratif sont exclues du bénéfice des incitants prévus par le présent décret. La grande entreprise qui est qualifiée de pouvoir adjudicateur au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics est assimilée à la personne morale de droit public. »;

3° au paragraphe 3, les mots « aux articles 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « aux articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ».

Art. 22. A l'article 4 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Le Gouvernement peut, sur base des éléments visés à l'article 20, préciser ou modifier les secteurs ou parties de secteurs exclus. ».

Art. 23. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° concourir à la création ou au développement de la grande entreprise, et au maintien ou à la création d'emplois ou à la protection de l'environnement; »;

b) au 2°, e), les mots « des sites d'activité économique désaffectés » sont remplacés par les mots « des sites d'activité à réaménager »;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 24. A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« La prime à l'investissement est exprimée en un pourcentage du programme d'investissement admis et n'excède pas vingt pour cent.

En cas de maintien de l'emploi, l'entreprise présente un programme d'investissement qui démontre un intérêt majeur pour le développement durable de la Région wallonne et dont l'appréciation est soumise au Gouvernement. »;

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 25. L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Par dérogation aux articles 2, alinéa 3, et 4, et conformément à l'article 107, §§ 2, b), et 3, b), du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et des mesures européennes adoptées par la Commission européenne sur cette base, qui en découlent, le Gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, octroyer des aides à la grande entreprise dont l'activité économique se trouve gravement atteinte par un événement extraordinaire. ».

Art. 26. A l'article 8 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Cette exonération peut être octroyée pour une durée maximale de cinq ans. ».

Art. 27. 27. Dans le même décret, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

« Art. 15/1. Les délais prévus dans le présent décret ou prévus en exécution du présent décret prennent cours le lendemain de la réception de la pièce à compter de laquelle il est prévu que le délai commence à courir.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au premier jour ouvrable suivant.

Pour le calcul des délais, l'on entend par « le jour ouvrable » tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux. ».

Art. 28. A l'article 16, § 2, phrase liminaire, du même décret, remplacé par le décret du 28 février 2019, les mots « ne sont pas liquidés ou » sont insérés entre les mots « les incitants visés par le présent décret » et les mots « sont remboursés conformément au décret ».

Art. 29. A l'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 6 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase « Le Gouvernement peut déroger à l'article 16 en maintenant les incitants : » est remplacée par la phrase « Le Gouvernement peut maintenir les incitants et déroger à l'article 16 : »;

2° au 1°, les mots « visées à l'article 12 » sont remplacés par les mots « visées à l'article 13 ».

Art. 30. A l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et les conditions » sont insérés entre les mots « détermine les modalités » et les mots « de liquidation et de remboursement »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de procédure en réorganisation judiciaire, la liquidation est suspendue le temps de la procédure. ».

Art. 31. L'article 19 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. § 1^{er}. Un recours est ouvert aux entreprises concernées contre les décisions prises en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

A peine d'irrecevabilité, le recours est introduit devant le service désigné par le Gouvernement dans les trente jours ouvrables de la réception de la décision.

§ 2. L'entreprise peut, si elle en fait la demande dans le recours, être entendue par le service désigné par le Gouvernement dans les formes prévues par le Gouvernement.

Le recours contient les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée et une copie de cette décision pour autant qu'elle existe.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. ».

Art. 32. Dans le même décret, il est inséré un chapitre IV/1 intitulé « De la récolte et de la gestion des données ».

Art. 33. Dans le chapitre IV/1, insérée par l'article 32, il est inséré un article 19/1 rédigé comme suit :

« Art. 19/1. Le service désigné par le Gouvernement est responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'analyse des dossiers. ».

Art. 34. Dans le même chapitre IV/1, il est inséré un article 19/2 rédigé comme suit :

« Art. 19/2. Les catégories de données à caractère personnel susceptibles d'être traitées pour la mise en œuvre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont :

1° toutes les données qui se rapportent directement ou indirectement à la personne identifiée comme administratrice de l'entreprise nécessaire pour l'octroi de l'incitant ou le contrôle du respect des conditions de l'octroi et du maintien de cet incitant;

2° les données d'identification en ce compris l'identification électronique de la personne de contact;

3° les données d'identification du mandataire de l'entreprise.

Le Gouvernement peut préciser les données visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 35. Dans le même chapitre IV/1, il est inséré un article 19/3 rédigé comme suit :

« Art. 19/3. Dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées, les données à caractère personnel pertinentes pour attester du respect des conditions prévues par ou en exécution du présent décret sont communiquées aux entités suivantes :

1° aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement, conformément à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementation pour le contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

2° au Commissariat général au Tourisme afin de lui permettre de vérifier qu'il n'y a pas de double subventionnement d'une même entreprise pour le même objet;

3° aux services du Gouvernement qui traitent de matières connexes ou suivent les dossiers en récupération pour leur permettre de réaliser les contrôles et vérifications nécessaires à leur mission;

4° à l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers afin de lui permettre de vérifier quels sont les investissements étrangers réalisés sur le territoire de la Région wallonne. ».

Art. 36. Dans le même chapitre IV/1, il est inséré un article 19/4 rédigé comme suit :

« Art. 19/4. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la prime à l'investissement et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité et, conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, le responsable du traitement visé à l'article 19/1 conserve les données à caractère personnel visées à l'article 19/2, pour le contrôle du respect des conditions légales de subventionnement pour les données à caractère personnel relatives à une subvention, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

Le délai prévu à l'alinéa 1^{er} est prolongé à hauteur de la durée d'amortissement du bien subventionné, pour une durée maximale de trente ans, pour les subventions qui concernent des biens immobiliers.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours. ».

Art. 37. L'article 20 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Le Gouvernement informe annuellement le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique sur les incitants octroyés via une diffusion sur le portail des services du Gouvernement.

Tous les cinq ans, le Gouvernement réalise une évaluation indépendante de l'impact des incitants visés par le présent décret et la communique au Parlement wallon. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 38. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,
de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORRÉALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1657 (2023-2024) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204224]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van diverse bepalingen van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, alsook van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen inzake investeringspremies (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt de volgende wijziging aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door een lid, luidend als volgt:

“De incentives worden toegekend met inachtneming van de regelgeving van de Europese Gemeenschap inzake staatssteun.”;

2° lid 4 wordt vervangen door een lid, luidend als volgt:

“In afwijking van het vierde lid kunnen de incentives worden samengevoegd met Europese fondsen of met financieringen die worden toegekend door de vennootschappen bedoeld bij het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen.”;

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

“In alle gevallen is het cumulatieve bedrag van de stimuleringsmaatregelen, uitgedrukt in bruto-subsidie-equivalent, in overeenstemming met de Europese regelgeving inzake staatssteun.”

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht: In artikel 2 van hetzelfde decreet, worden de woorden “die een bedrijfszetel heeft in” vervangen door de woorden “die een vestigingseenheid heeft, in de zin van artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht, in”.

2° in paragraaf 2 :

a) in lid 1:

in punt 1° worden de woorden “met de hoedanigheid van handelaar of” opgeheven”.

2) punt 3° wordt hersteld als volgt:

“3° ofwel een vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in Boek 9 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen :

a) die BTW-plichtig is;

b) die een economische activiteit uitoefent, namelijk een activiteit bestaande in het aanbieden van goederen of diensten op een bepaalde markt;

c) waarvan de financiering uit publieke bronnen niet meer dan vijftig procent bedraagt, met uitzondering van werkgelegenheidssteun.”;

3) 4° wordt opgeheven;

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“De publiekrechtelijke rechtspersoon en de vereniging van gemeenten, ongeacht haar rechtsvorm, zijn uitgesloten van het voordeel van de incentives bedoeld bij dit decreet. De kleine of middelgrote onderneming die gekwalificeerd is als aanbestedende overheid in de zin van artikel 2, 1°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, wordt gelijkgesteld met de publiekrechtelijke rechtspersoon.”;

3° in paragraaf 9 :

a) de woorden “in de paragrafen 2 tot en met 8” worden vervangen door de woorden “in de paragrafen 2 tot en met 6”;

b) de woorden “van de artikelen 87 tot en met 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap” worden vervangen door de woorden “van de artikelen 107 tot en met 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie”.

Art. 3. In artikel 4, vijfde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “, na een evaluatie die hij minstens driejaarlijks verricht, meer bepaald op grond van de jaarlijks aan de Waalse Gewestraad overgemaakte verslagen,” vervangen door de woorden “, op basis van de evaluatie bedoeld in artikel 24,”.

Art. 4. In artikel 5, § 1, 1° van hetzelfde decreet, worden de woorden “de verhoging van de toegevoegde productiewaarde,” vervangen door de woorden “het behoud of

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° lid 2 wordt opgeheven;

2° lid 3 wordt vervangen door wat volgt:

“De investeringspremie wordt uitgedrukt in een percentage van de in aanmerking komende investeringskosten en mag 21 % niet overschrijden.”

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 10. In afwijking van artikel 4 en overeenkomstig artikel 107, §§ 2, b), en 3, b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de Europese maatregelen die de Europese Commissie op grond daarvan heeft vastgesteld, kan de Regering, onder de voorwaarden en volgens de procedures die zij bepaalt, steun verlenen aan een kleine of middelgrote onderneming waarvan de economische activiteit ernstig wordt aangetast door een buitengewone gebeurtenis."

Art. 7. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"Deze vrijstelling kan worden toegekend aan kleine of middelgrote ondernemingen voor een periode van drie tot vijf jaar, afhankelijk van de voorwaarden die door de Regering worden vastgesteld.";

2° lid 3 wordt opgeheven;

3° in het vierde lid, worden de woorden "De duur bedoeld in het tweede en in het derde lid wordt berekend" vervangen door de woorden "De duur bedoeld in het tweede lid wordt berekend".

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2006, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 9. Er wordt een artikel 19/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 19/1. De termijnen bedoeld bij dit decreet of bedoeld in uitvoering van dit decreet beginnen te lopen de dag volgend op de ontvangst van het stuk waarvan wordt bepaald dat de termijn begint te lopen.

De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

De vervalddag wordt evenwel naar de eerstvolgende werkdag verschoven wanneer de laatste dag voorzien om een procedureakte te stellen een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Voor de berekening van de termijnen, wordt verstaan onder "werkdag" iedere dag, met uitzondering van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen."

Art. 10. In artikel 20, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 28 februari 2019, worden de woorden "niet vereffend of" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld bij dit decreet" en de woorden "terugbetaald overeenkomstig".

Art. 11. In artikel 21, lid 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018 en bij het decreet van 6 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° de zin "De Regering kan van artikel 20 afwijken en de incentives instandhouden : wordt vervangen door de zin "De Regering kan de incentives handhaven door af te wijken van artikel 20 :";

3° in a), worden de woorden "bedoeld in artikel 16" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 17".

Art. 12. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in lid 1 worden de woorden "en de voorwaarden" ingevoegd tussen de woorden "de wijze" en de woorden "van uitbetaling en";

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In geval van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, wordt de vereffening van de incentive opgeschort voor de duur van de procedure."

Art. 13. Er wordt een artikel 23/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 23/1. § 1. Een beroep kan ingesteld worden bij de betrokken personen tegen de beslissingen die krachtens dit artikel en zijn uitvoeringsbesluiten genomen zijn.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid dient de onderneming het beroep binnen dertig werkdagen na ontvangst van de beslissing in bij de door de Regering aangewezen dienst.

§ 2. De onderneming kan, indien zij er in het beroep om verzoekt, worden gehoord door de door de Regering aangewezen dienst op de door de Regering vastgestelde wijze.

Het beroep bevat de middelen die ingeroepen worden tegen de omstreden beslissing, evenals een afschrift van die beslissing voor zover ze voorhanden is.

Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet."

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV/1 ingevoegd, met als opschrift "Inzameling en beheer van gegevens".

Art. 15. In hoofdstuk IV/, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 23/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 23/2. De door de Regering aangewezen dienst is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG voor de verwerkingen van persoonsgegevens die nodig zijn voor de analyse van de dossiers."

Art. 16. In hetzelfde Hoofdstuk IV/1 wordt een artikel 23/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 23/3. De categorieën persoonsgegevens die waarschijnlijk zullen worden verwerkt voor de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn:

1° voor de onderneming als natuurlijk persoon, alle gegevens die direct of indirect betrekking hebben op de persoon geïdentificeerd als beheerder van de onderneming die nodig zijn voor het toekennen van de incentive of voor het toezicht op de naleving van de voorwaarden van toekenning en instandhouding van deze incentive;

2° de identificatiegegevens, met inbegrip van de elektronische identificatie van de contactpersoon;

3° de identificatiegegevens van de mandataris van de onderneming;

4° de activiteit van de onderneming;

5° de gegevens met betrekking tot het investeringsplan;

6° de gegevens met betrekking tot de verwerking van aanvragen om steun, incentives of vergoedingen

7° de financiële informatie die noodzakelijk is voor het beheer van de betalingen, met inbegrip van de gegevens die zijn verkregen met het oog op de berekening en de betaling van de steun, de incentives en de vergoedingen, en met uitzondering van de inlichtingen met betrekking tot hun schulden, behalve in het geval van gerechtelijke reorganisatieprocedures als bedoeld in artikel 23;

8° voor gegevens met betrekking tot een onroerend goed, de kadastrale gegevens of de gegevens met betrekking tot het goed;

9° de gegevens met betrekking tot het behoud of de creatie van banen;

10° de informatie met betrekking tot de steun die wordt aangevraagd bij andere openbare besturen;

De Regering kan de gegevens bedoeld in het eerste lid nader bepalen."

Art. 17. In hetzelfde Hoofdstuk IV/1 wordt een artikel 23/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 23/4. Voor zover dit nodig is voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt, worden persoonsgegevens die relevant zijn voor het certificeren van de naleving van de voorwaarden bedoeld bij of krachtens dit decreet, meegedeeld aan:

1° de ambtenaren aangewezen door de Regering overeenkomstig artikel 1, 2°, van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen voor de controle op de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen;

2° het Commissariaat-generaal voor Toerisme zodat het kan nagaan of er geen dubbele subsidiëring is van eenzelfde bedrijf voor hetzelfde doel;

3° de diensten van de Regering die zich bezighouden met aanverwante zaken of die toezicht houden op terugvorderingszaken, om hen in staat te stellen de voor hun opdracht noodzakelijke controles en verificaties uit te voeren;

4° het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investeringsen zodat het kan nagaan welke buitenlandse investeringen op het grondgebied van het Waalse Gewest zijn gedaan."

Art. 18. In hetzelfde Hoofdstuk IV/1 wordt een artikel 23/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 23/5. Onverminderd de bewijslast van het juiste gebruik van de investeringspremie en onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, en overeenkomstig artikel 5.1, e), van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, worden de persoonsgegevens bedoeld in artikel 23/3, met het oog op het toezicht op de naleving van de wettelijke subsidievoorwaarden voor persoonsgegevens met betrekking tot een subsidie, gedurende een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op dat van de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar waarop de subsidie betrekking heeft, door de verantwoordelijke van de verwerking bedoeld in artikel 23/2 bewaard.

De in lid 1 bedoelde termijn wordt verlengd met de afschrijvingsperiode van het gesubsidieerde goed, tot maximaal dertig jaar, voor subsidies die betrekking hebben op onroerende goederen.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd."

Art. 19. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 24. De Regering informeert jaarlijks de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië) en het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek) over de toegekende incentives door ze te publiceren op het portaal van de diensten van de Regering.

Om de vijf jaar voert de Regering een onafhankelijke evaluatie uit van de impact van de incentives die krachtens dit decreet worden toegekend en deelt deze mee aan het Waalse Parlement."

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen

Art. 20. In artikel 2 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de leden 2 en 3 worden vervangen door wat volgt :

"Zij worden toegewezen krachtens een eenzijdige beslissing. De wijze waarop de incentive toegekend wordt, maakt het voorwerp uit van een overeenkomst gesloten tussen de partijen.

De incentives worden toegekend met inachtneming van de bepalingen van artikel 107 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij beslissing van de Europese Commissie tot goedkeuring van de kaart van de voor België in aanmerking komende gebieden en andere gemeenschapsregels die goedgekeurd worden als bepalingen van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie."

2° lid 5 wordt vervangen door wat volgt:

"In afwijking van het vierde lid kunnen de incentives worden samengevoegd met Europese fondsen of met financieringen die worden toegekend door de vennootschappen bedoeld bij het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen."

Art. 21. In artikel 3 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Een grote onderneming die beschikt over een vestigingseenheid, zoals bedoeld in artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht, gelegen in een ontwikkelingszone in het Waals Gewest, die instaat voor het behoud of de creatie van werkgelegenheid en die een investeringsprogramma doorvoert zoals bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, kan genieten van de incentive waarin dit decreet voorziet."

1° in paragraaf 2, worden de woorden "87, § 3, a en c, van het EG-Verdrag" vervangen door de woorden "107, § 3, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie";

c) in lid 3 worden de woorden "die een bedrijfszetel heeft gelegen" vervangen door de woorden "die een vestigingseenheid heeft gelegen";

2° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

De publiekrechtelijke rechtspersoon en de vereniging van gemeenten, ongeacht haar rechtsvorm, zijn uitgesloten van het voordeel van de incentives bedoeld bij dit decreet. De grote onderneming die gekwalificeerd is als aanbestedende overheid in de zin van artikel 2, 1°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, wordt gelijkgesteld met de publiekrechtelijke rechtspersoon.;

3° in paragraaf 3, worden de woorden "van de artikelen 87 tot en met 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap." vervangen door de woorden "van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie".

Art. 22. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen als volgt: "De Regering kan op basis van de in artikel 20 bedoelde informatie de uitgesloten sectoren of delen van sectoren specificeren of wijzigen."

Art. 23. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 1:

a) wordt punt 1° vervangen als volgt :

1° bijdragen in de oprichting of de ontwikkeling van de grote onderneming, en het behoud of, het scheppen van werkgelegenheid of de bescherming van het milieu;

b) in 2°, e), worden de woorden "van afgedankte bedrijfssites" vervangen door de woorden "van herin te richten sites";

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 24. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° de leden 2 en 3 worden vervangen door wat volgt :

"De investeringspremie wordt uitgedrukt in een percentage van het toegelaten investeringsprogramma en mag niet twintig procent overschrijden.

Als banen behouden blijven, moet het bedrijf een investeringsprogramma voorleggen dat een groot belang in de duurzame ontwikkeling van het Waalse Gewest aantoonst en waarvan de beoordeling aan de Regering wordt voorgelegd.;"

2° lid 4 wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 7. In afwijking van artikel 4 en overeenkomstig artikel 107, §§ 2, b), en 3, b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de Europese maatregelen die de Europese Commissie op grond daarvan heeft vastgesteld, kan de Regering, onder de voorwaarden en volgens de procedures die zij bepaalt, steun verlenen aan de grote onderneming waarvan de economische activiteit ernstig wordt aangetast door een buitengewone gebeurtenis."

Art. 26. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt: "Deze vrijstelling wordt toegekend voor een maximumduur van vijf jaar.;"

Art. 27. Er wordt een artikel 15/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 15/1. De termijnen bedoeld bij dit decreet of bedoeld in uitvoering van dit decreet beginnen te lopen de dag volgend op de ontvangst van het stuk waarvan wordt bepaald dat de termijn begint te lopen.

De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

De vervalddag wordt evenwel naar de eerstvolgende werkdag verschoven wanneer de laatste dag voorzien om een procedureakte te stellen een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Voor de berekening van de termijnen, wordt verstaan onder "werkdag" iedere dag, met uitzondering van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen."

Art. 28. In artikel 16, § 2, inleidende zin, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 28 februari 2019, worden de woorden "worden niet vereffend of" ingevoegd tussen de woorden "de incentives bedoeld bij dit decreet en de woorden "terugbetaald overeenkomstig het decreet van 15 december 2011".

Art. 29. In artikel 17, lid 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° de zin "De Regering kan van artikel 16 afwijken en de incentives instandhouden : wordt vervangen door de zin "De Regering kan de incentives handhaven door af te wijken van artikel 16.:";

2° in 1° worden de woorden "bedoeld in artikel 12" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 13".

Art. 30. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in lid 1 worden de woorden "en de voorwaarden" ingevoegd tussen de woorden "de wijze" en de woorden "van uitbetaling en";

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In geval van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, wordt de vereffening van de incentive opgeschort voor de duur van de procedure."

Art. 31. Artikel 19 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt: "Art. 19. § 1. Een beroep kan ingesteld worden bij de betrokken personen tegen de beslissingen die krachtens dit artikel en zijn uitvoeringsbesluiten genomen zijn.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid dient de onderneming het beroep binnen dertig werkdagen na ontvangst van de beslissing in bij de door de Regering aangewezen dienst.

§ 2. De onderneming kan, indien zij er in het beroep om verzoekt, worden gehoord door de door de Regering aangewezen dienst op de door de Regering vastgestelde wijze.

Het beroep bevat de middelen die ingeroepen worden tegen de omstreden beslissing, evenals een afschrift van die beslissing voor zover ze voorhanden is.

Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet.”

Art. 32. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV/1 ingevoegd, met als opschrift "Inzameling en beheer van gegevens".

Art. 33. In hoofdstuk IV/, ingevoegd bij artikel 32, wordt een artikel 19/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 19/1. De door de Regering aangewezen dienst is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG voor de verwerkingen van persoonsgegevens die nodig zijn voor de analyse van de dossiers."

Art. 34. In hetzelfde Hoofdstuk IV/1 wordt een artikel 19/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 19/2. De categorieën persoonsgegevens die waarschijnlijk zullen worden verwerkt voor de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn:

1° alle gegevens die direct of indirect betrekking hebben op de persoon geïdentificeerd als beheerder van de onderneming die nodig zijn voor het toekennen van de incentive of voor het toezicht op de naleving van de voorwaarden van toekenning en instandhouding van deze incentive;

2° de identificatiegegevens, met inbegrip van de elektronische identificatie van de contactpersoon;

3° de identificatiegegevens van de mandataris van de onderneming;

De Regering kan de gegevens bedoeld in het eerste lid nader bepalen."

Art. 35. In hetzelfde Hoofdstuk IV/1 wordt een artikel 19/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 19/3. Voor zover dit nodig is voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt, worden persoonsgegevens die relevant zijn voor het certificeren van de naleving van de voorwaarden bedoeld bij of krachtens dit decreet, meegegeed aan:

1° de ambtenaren aangewezen door de Regering overeenkomstig artikel 1, 2°, van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen voor de controle op de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen;

2° het Commissariaat-generaal voor Toerisme zodat het kan nagaan of er geen dubbele subsidiëring is van eenzelfde bedrijf voor hetzelfde doel;

3° de diensten van de Regering die zich bezighouden met aanverwante zaken of die toezicht houden op terugvorderingszaken, om hen in staat te stellen de voor hun opdracht noodzakelijke controles en verificaties uit te voeren;

4° het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investeringszaken zodat het kan nagaan welke buitenlandse investeringen op het grondgebied van het Waalse Gewest zijn gedaan."

Art. 36. In hetzelfde Hoofdstuk IV/1 wordt een artikel 19/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 19/4. Onverminderd de bewijslast van het juiste gebruik van de investeringspremie en onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, en overeenkomstig artikel 5.1, e), van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, worden de persoonsgegevens bedoeld in artikel 19/2, met het oog op het toezicht op de naleving van de wettelijke subsidievoorwaarden voor persoonsgegevens met betrekking tot een subsidie, gedurende een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op dat van de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar waarop de subsidie betrekking heeft, door de verantwoordelijke van de verwerking bedoeld in artikel 19/1 bewaard.

De in lid 1 bedoelde termijn wordt verlengd met de afschrijvingsperiode van het gesubsidieerde goed, tot maximaal dertig jaar, voor subsidies die betrekking hebben op onroerende goederen.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd."

Art. 37. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 20. De Regering informeert jaarlijks de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië) en het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek) over de toegekende incentives door ze te publiceren op het portaal van de diensten van de Regering.

Om de vijf jaar voert de Regering een onafhankelijke evaluatie uit van de impact van de incentives die krachtens dit decreet worden toegekend en deelt deze mee aan het Waalse Parlement."

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 38. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in lid 1 vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1657 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/007900]

25 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé concernant la santé mentale et ses services actifs en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, articles 47/21, alinéa 2, 47/24, § 1^{er}, alinéa 2, 491/35, alinéa 5, 491/36, alinéa 4, 491/37, §§ 1^{er} et 2, 491/39, alinéa 2, 491/40, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, 491/43, alinéa 2, 491/44, 491/46, alinéa 2, 491/47, 491/48, alinéa 3, 491/49, alinéas 7 et 8, 491/50, § 2, 538/3, alinéas 8 et 9, 538/9, alinéa 2, 538/10, § 2, alinéa 1^{er}, 538/11, 538/12, alinéas 2 et 3, 538/13, alinéa 2, 538/14, alinéa 3, 538/17, alinéa 3, 538/18, alinéa 4, 538/19, § 1^{er}, alinéa 3, § 2, 538/20, 538/21, alinéa 3, 538/22, alinéas 2 et 3, 538/24, 538/30, § 2, 538/31, 538/33, alinéa 1^{er}, 538/34, alinéa 3, 538/35, §§ 2 et 3, 538/38, alinéa 3, 538/39, alinéa 10, 538/40, §§ 2 et 3, 538/44, §§ 8 et 9, 538/50, alinéas 2 et 3, 538/51, § 2, alinéa 1^{er}, 538/52, 538/53, alinéas 2 et 3, 538/54, 538/55, alinéa 2, 538/58, alinéa 2, 538/59, alinéa 4, 538/60, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, 538/61, 538/62, alinéa 3, 538/63, alinéa 3 et 4, 538/65, § 1^{er}, alinéa 3, 538/71, § 2, 538/72, 538/74, alinéa 1^{er}, 538/75, alinéa 3, 538/76, §§ 2 et 3, 538/79, alinéa 3, 538/80, alinéa 10, 538/81, §§ 2 et 3, 541, alinéas 8 et 9, 542, § 2, alinéa 3, 543, alinéa 5, 545, alinéa 5, 547, alinéa 3, 556, § 2, alinéas 2 et 3, 557, 558, § 2, alinéa 2, 560, § 1^{er}, alinéa 4, et § 3, 561, § 3, 561/1, § 3, 562, 563, 564, 565, 566, §§ 2 et 3, 567, 568, alinéa 3, 571, alinéa 3, 581, alinéa 1^{er}, 585, § 2, alinéa 3, et § 3, alinéa 3, 590, 591, 598, 599, 600, § 1^{er}, alinéa 3, 603, alinéa 2, 612, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 10, 615, 617/1, § 4, 617/2, alinéa 2, 679/5, alinéa 4, 679/7, § 2, alinéas 3 et 4, § 3, alinéa 2, et § 4, 679/8, alinéas 2 et 3, 679/9, 679/10, alinéa 3, 679/11, § 2, alinéas 2 et 3, 679/13, alinéa 2, 679/14, 679/15, alinéa 3, 679/16, alinéa 8, 679/17, §§ 2 et 3 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à des initiatives d'habitations protégées et aux associations d'institutions et de services psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément des initiatives d'habitation protégée pour des patients psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1990 fixant les règles pour la fixation du prix d'hébergement pour les personnes admises dans des maisons de soins psychiatriques ;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1999 fixant le nombre maximum de places d'habitations protégées pouvant être mis en service ainsi que les règles relatives à la réduction équivalente d'un certain nombre de lits d'hôpitaux comme visé à l'article 35 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 ;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2001 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitations protégées ;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux ;